

GRENOBLE « 33 postes supprimés, c'est un service entier qui disparaît »

Hier matin, un rassemblement devant l'hôtel des finances de l'avenue Rhin-et-Danube, regroupait près d'une trentaine d'agents et autant de mannequins, 33 en tout, symbolisant les emplois supprimés d'ici le 1^{er} septembre en Isère.



Hier matin, un rassemblement devant l'hôtel des finances de l'avenue Rhin-et-Danube, regroupait près d'une trentaine d'agents et autant de mannequins, 33 en tout, symbolisant les emplois supprimés d'ici le 1^{er} septembre en Isère.

Alors qu'hier matin le crachin neigeux invitait davantage à rester bien au chaud, eux, les agents de la Direction départementale des finances publiques de l'Isère, à l'appel de leurs syndicats, Solidaires finances publiques et CGT finances publiques de l'Isère, ont, durant une heure, mené une action devant l'hôtel des finances, pour exprimer leur vive inquiétude quant à leur avenir.

Leur mot d'ordre était « Non à la fermeture au public et non aux 33 suppressions d'emplois ». Isabelle Ferrucci, de Solidaires finances publiques, explique avec une certaine amertume : « Ces trois dernières années, 147 emplois ont été supprimés dans le département, soit l'équivalent de cinq services présents dans ce centre des finances publiques. Avec cette nouvelle vague, 33 suppressions au 1^{er} septembre, c'est un nouveau service qui disparaît ! »

Les agents évoquent « des conditions de travail de plus en plus déplorables » et se plaignent de « ne plus avoir les moyens humains d'accomplir correctement leurs missions ». Et les dernières propositions faites par la Direction départementale des finances publiques, comme la fermeture des guichets au public, ne vont pas dans le sens de rassurer les agents. La direction envisage en effet une généralisation de l'accueil à distance, ou de proposer à l'utilisateur d'être appelé par un conseiller, après s'être rendu sur le site impots.gouv.fr. En clair, ils craignent des plateformes téléphoniques comme il en existe à France Telecom ou à la CAF.

Des usagers pénalisés

Dominique Negri, syndicaliste, exprime son inquiétude : « Certains jours de grande affluence, nous pouvons recevoir des centaines de personnes. On doit être à leur écoute, d'autant que leurs difficultés sont croissantes. La crise est passée par là. On ne peut avoir une bonne gestion des dossiers sans un bon accueil ». Elle poursuit : « Le service public n'a aucune vocation à être rentable, nous avons un rôle social à jouer ». Et de citer l'exemple de ce particulier aux abois après avoir reçu trois taxes d'habitation par erreur, et qui était dans l'obligation de s'acquitter de ces redevances avant l'échéance sous peine d'une majoration. Un cas parmi d'autres, mais qui explique aussi la grande complexité de la fiscalité et les failles du système. Les agents reconnaissent que certains usagers seront capables de naviguer sur internet pour remplir leur feuille d'imposition ; qu'ils obtiendront sans doute toutes les réponses à leur question via les plateformes, mais, pour la grande majorité ce ne sera pas le cas. Bien au contraire.

Enfin, ils dénoncent, de la part du gouvernement un double langage. Comment proposer aux Français un pacte de responsabilité et de solidarité dont l'idée est "moins de charges sur le travail et, en contrepartie plus d'embauches" et participer en même temps à la hausse du chômage ? Pour Solidaires finances publiques, « ces 33 nouvelles suppressions d'emplois sont autant de jeunes et de chômeurs non embauchés ! »

Nous avons bien sûr contacté la Direction départementale des finances publiques de l'Isère pour qu'elle nous donne sa position. Elle s'est refusée à tout commentaire.

Par Emmanuelle DUFFÉAL Dauphiné Libéré du 21/01/2015